Loi n° 2002-42 du 7 mai 2002, autorisant l'adhésion de la République Tunisienne aux deux protocoles facultatifs annexés à la convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique – Est autorisée, l'adhésion de la République Tunisienne aux deux protocoles facultatifs annexés à la présente loi et adoptés à New York le 25 mai 2000 et annexés à la convention relative aux droits de l'enfant :

- le protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés,
- le protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 7 mai 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 30 avril 2002.

Loi n° 2002-43 du 7 mai 2002, portant ratification du protocole financier de partenariat, conclu entre le gouvernement de la République Tunisienne et le gouvernement de la République Portugaise (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique – Est ratifié, le protocole financier de partenariat, annexé à la présente loi et conclu, à Tunis le 11 décembre 2001, entre le gouvernement de la République Tunisienne et le gouvernement de la République Portugaise.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 7 mai 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 30 avril 2002.

Loi n° 2002-44 du 7 mai 2002, portant approbation de l'accord conclu entre le gouvernement de la République Tunisienne et le gouvernement de la République Italienne, pour la gestion et l'utilisation du fonds de contrepartie concernant la révision des taux d'intérêt sur les crédits d'aide (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique – Est approuvé, l'accord annexé à la présente loi, conclu, à Tunis le 21 février 2002, entre le gouvernement de la République Tunisienne et le gouvernement de la République Italienne pour la gestion et l'utilisation du fonds de contrepartie concernant la révision des taux d'intérêt sur les crédits d'aide.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 7 mai 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 30 avril 2002.

Loi n° 2002-45 du 7 mai 2002, portant approbation de l'accord de prêt conclu, le 9 mars 2002, entre le gouvernement de la République Tunisienne et le fonds d'Abu Dhabi de développement, pour le financement de la réalisation de 20 barrages collinaires (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique – Est approuvé, l'accord de prêt annexé à la présente loi, conclu, le 9 mars 2002, entre le gouvernement de la République Tunisienne et le fonds d'Abu Dhabi de développement, portant octroi à l'Etat tunisien d'un prêt d'un montant de quatre vingt-onze millions huit cent vingt cinq mille (91.825.000) dirhams des Emirats Arabes Unies, pour le financement de la réalisation de 20 barrages collinaires.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 7 mai 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 30 avril 2002.